

Enquête au pays des chapeaux ronds



Tout commence par une querelle linguistique. Autrice de livres pour enfants, poétesse, éditrice, librettiste, traductrice en français d'une quantité impressionnante de textes bretons, irlandais, anglais et russes, titulaire d'un doctorat d'État portant sur Armand Robin, Françoise Morvan entreprend en 1997 une seconde thèse consacrée à un autre auteur breton, François-Marie Luzel, qui collecta au XIX^e siècle un corpus monumental de chants,

contes, légendes et pièces de théâtre du patrimoine breton. Lorsqu'elle présente son projet d'édition des carnets de collectage de Luzel à son directeur de thèse, Pierre Denis ¹, ce dernier découvre qu'elle entend respecter l'orthographe du manuscrit et en donner une édition bilingue. Scandale ! Le mandarin exige que la version originale soit remplacée par une transcription en « orthographe unifiée », une orthographe créée en 1941 par Roparz Hemon ² (Louis Paul Némo à l'état civil) pour uniformiser le breton parlé sous forme dialectale et forger ainsi la langue unique du futur État breton.

Une langue sous perfusion

Françoise Morvan refuse, Pierre Denis résilie sa direction de thèse et publie lui-même les carnets de Luzel en « breton unifié » grâce à une subvention de l'institut culturel de Bretagne, qu'il dirige. Ce que dénonce Françoise Morvan. C'est toucher au nerf de la guerre : le subventionnement des nationalistes *via* les institutions régionales. Entre Françoise Morvan et la mouvance nationaliste, les hostilités sont déclarées. Elles durent toujours.

On pourrait trouver dérisoire cette querelle au regard de l'enjeu apparent. Le nombre des bretonnants est évalué à 210 000, soit 5,5 % de la population vivant en Bretagne, avec une moyenne d'âge de 70 ans. Les deux tiers (140 000) sont constitués de personnes âgées parlant différents dialectes qu'elles utilisent couramment. Ceux du dernier tiers ont appris le « breton unifié » à l'école ou par eux-mêmes. Compte tenu du faible nombre de locuteurs, ils ont peu d'occasions de l'utiliser : malgré les généreuses subventions européennes, nationales et régionales en faveur de la langue bretonne, 0,16 % des moins

1. Directeur du département de celtique à l'université de Rennes, militant nationaliste, Pierre Denis (1921-2011) revendiquait l'héritage spirituel de Roparz Hemon (voir *infra*).

2. Considéré comme le père du renouveau culturel breton, rédacteur d'un dictionnaire historique de la langue bretonne, Roparz Hemon (1900-1978) s'impliqua dans la collaboration sous l'Occupation. En août 1944, il se réfugia en Allemagne avec la milice bretonne sous uniforme SS. En mai 1946, il fut condamné à dix ans d'indignité nationale. Exilé en Irlande, il écrivit : « (...) il se produisit un miracle : pendant quatre ans, de 1940 à 1944, un vent de liberté passa sur la Bretagne ».

de 24 ans l'utiliseraient couramment (3 % des bretonnants) ³. Mais l'enjeu linguistique n'est dérisoire qu'en apparence : bien que les nationalistes ⁴ dépassent rarement 2 % des suffrages lorsqu'ils se présentent aux élections, leur influence et leur pouvoir sont sans proportion avec leur nombre grâce, entre autres, au quasi-monopole qu'ils exercent sur la préservation de la culture bretonne et l'enseignement du néo-breton artificiel. À quelles fins commerciales et politiques est menée cette instrumentalisation de la langue, c'est ce que va montrer l'enquête du *Monde comme si*.

Une identité lucrative

C'est un processus désormais bien connu que décrit l'enquête de Françoise Morvan. Un groupe identitaire, en l'occurrence les nationalistes bretons, s'empare d'une cause – la défense d'une langue et d'une culture –, se proclame l'unique héritier d'un récit historique mythifié et revendique à ce titre le statut de porte-parole des victimes en exigeant réparation, repentance, prébendes et subventions. Tant et si bien que leur discours ultraminoritaire finit par apparaître comme autorisé par « les Bretons », toute « offense » à leur endroit devenant une offense envers « les Bretons ». Le mécanisme de la censure est en marche. D'autant que les nationalistes possèdent des moyens de pression efficaces : Françoise Morvan montre comment ils ont noyauté les institutions culturelles et captent à leur profit les financements destinés à la culture et à la langue ⁵, une manne qui ne cesse de tomber depuis que Giscard a acheté la paix civile pour mettre fin aux attentats du Front de libération de la Bretagne (FLB). Depuis, les subventions européennes s'y sont ajoutées et les promo-



teurs du breton unifié ont appris à jouer Bruxelles contre Paris, ou l'inverse. Qui leur déplaît se voit couper l'accès aux financements. L'exposé des conflits d'intérêts et des détournements de l'argent public révèle l'épaisseur du fromage. Mais tout est bon dans le breton, et pas seulement la langue. Le breton fait vendre et rapporte, le lobby patronal de la péninsule s'y emploie : depuis TV Breizh, filiale de TF1, jusqu'à l'agrobusiness acoquiné à la FNSEA, en passant par les entreprises de tourisme et le show-biz régional, tous ont à cœur de promouvoir une « identité bretonne » qui permette, au nom de sa « spécificité », d'exiger des dérogations et des exemptions aux contraintes, notamment environnementales, que tentent d'imposer l'UE et la France ⁶. Dans leur rêve d'une future autonomie économique, les nationalistes mobilisent leurs réseaux d'influence pour encourager et défendre de façon inconditionnelle les productions bretonnes. Il en résulte ce que chacun peut constater, la pollution des cours d'eau, des plages et des sols par l'agriculture intensive ⁷, le saccage des paysages par la spéculation immobilière et l'industrie touristique, la prolifération de hideuses zones d'activité, de silos à maïs et d'élevages concentrationnaires partout dans la campagne. Et ●●●

3. Voir les articles « Qui parle les langues de Bretagne aujourd'hui ? Une enquête permet d'y voir plus clair », Bretagne Culture Diversité, 10 octobre 2018, et « Le nombre de locuteurs bretonnants est stable, mais... », France Bleu, 4 octobre 2018.

4. Comme le fait remarquer Françoise Morvan, les partisans d'un État breton indépendant peuvent se déclarer « autonomistes », « fédéralistes » ou « indépendantistes », en fonction des circonstances. Nous nous en tiendrons donc au terme « nationalistes », lesquels, rappelons-le, ne représentent qu'une petite minorité des défenseurs de la culture bretonne.

5. L'Institut culturel de Bretagne que dirigeait Pierre Denis (*voir supra*) attribuait régulièrement des subventions aux éditions Mouladurioù Hor Yezh ou Al Liamm dirigées par... Pierre Denis.

6. Les patrons bretons des transports, de l'agroalimentaire et de la grande distribution ont été à l'origine de la « révolte des Bonnets rouges ». On lira la tribune de Françoise Morvan, « Bonnets rouges : des dérives autonomistes derrière les revendications sociales », *Le Monde*, 13 novembre 2013.

7. Huit millions de cochons, cent millions de dindons et cent millions de poules pour quatre millions de Bretons.

- gare aux « anti-bretons » empêcheurs de polluer en rond : comme Françoise Morvan, Morgan Large, journaliste spécialisée dans l'agroalimentaire, et Inès Léraud, autrice de la BD *Algues vertes*, *L'histoire interdite*, ont toutes deux été victimes de pressions et de menaces.

La réécriture du passé

Pour faire croire à ce que Françoise Morvan appelle *Le Monde comme si*, les nationalistes devaient réinventer leur embarrassant passé, marqué par un étroit compagnonnage avec le national-socialisme. Leur mouvement, explique-t-elle, se structure politiquement au début des années 1920 autour du groupe Breiz Atao, qui intègre en 1931 le Parti national breton (PNB, 1931-1944). Son idéologie amène ce dernier à se rapprocher des nazis, avec lesquels il partage la xénophobie, l'obsession de l'ethnie, de la race, et même le paganisme folklorique. Le PNB voit dans la défaite française de juin 1940 une occasion historique et s'engage dans la collaboration. Ses journaux – *L'Heure bretonne*, *La Bretagne*, *Arvor* – paraissent avec l'autorisation de l'occupant. Le ton y est ouvertement antisémite et antifrançais. À la Libération, contrairement à la légende d'une « épuration sauvage » visant à liquider le mouvement indépendantiste, seuls quelques lampistes sont fusillés. Les chefs les plus compromis se sont exilés, souvent en Irlande⁸, ou ont été condamnés mais amnistiés peu après. On les retrouve dès la fin des années 1950 écrivant sous pseudonyme dans la presse régionale, occupant des postes dans les institutions culturelles et continuant d'agir au sein de l'emsav⁹. À présent qu'ils sont morts on donne leur nom à des rues, à des bibliothèques, on réédite leurs textes avec l'argent public¹⁰. Car avec la complicité de la gauche régionale et du lobby patronal breton, au nom de la sacro-sainte solidarité bretonne, les nationalistes n'ont eu de cesse de gommer et de réécrire leur histoire pour imposer la légende de patriotes bretons sincères qui, n'ayant pas de dre-

peau à eux, se seraient enrôlés sous la bannière à la croix gammée en pensant agir pour le bien de la Bretagne, sans s'impliquer dans les crimes de l'occupant. Des « ni-ni » en somme : ni Français ni Allemands, Bretons seulement. Ce mensonge sera l'objet de la seconde partie de l'enquête, *Miliciens contre maquisards*, écrite huit ans plus tard.

Chapeaux ronds et croix gammée

C'est à partir du témoignage d'un ancien maquisard, Guillaume Le Bris, pour lequel on lui a demandé d'écrire une préface, que Françoise Morvan entreprend de reconstituer l'histoire de la rafle qui eut lieu le 11 juillet 1944 autour de Saint-Nicolas-du-Pélem, dans le sud des Côtes-d'Armor, rafle à laquelle son père, maquisard, avait échappé. Au terme de cette opération, six résistants sont emmenés au centre de torture d'Uzel, à l'est du département, et mis à mort ; douze autres sont conduits à Bourbriac, un peu plus au nord. Sept d'entre eux, qui ont été atrocement torturés, seront retrouvés le 16 juillet près d'un village voisin, abattus d'un coup de revolver dans la nuque. Dans son témoignage, Guillaume Le Bris accuse les miliciens nationalistes bretons sous uniforme SS d'être responsables de la mort de ses camarades, et Françoise Morvan a voulu faire la lumière sur l'action de cette milice, dite Bezen Perrot, du nom d'un prêtre nationaliste¹¹ assassiné par la Résistance.

L'enquête remonte la filière nationaliste, depuis les hommes de main sous uniforme allemand jusqu'aux intellectuels qui les inspiraient, en passant par les cadres du PNB. Elle retrace l'histoire du parti, depuis ses origines fascistes jusqu'à l'étrange impunité dont bénéficièrent ses chefs après la guerre, pour finir avec le grand replâtrage des années 1970, qui vit le mouvement nationaliste breton se recycler à gauche tout en réhabilitant subrepticement ses pères fondateurs. Parallèlement, *Miliciens contre maquisards* retrace avec un grand souci de précision les péripéties de la rafle, les jours qui ont précédé et

8. Le jour de la mort de Hitler, le chef du gouvernement irlandais, Eamon de Valera, alla présenter ses condoléances à l'ambassade d'Allemagne.

9. L'emsav, ou mouvement breton, est un regroupement informel des organisations bretonnes allant de l'extrême gauche à l'extrême droite et du régionalisme à l'indépendantisme. L'emsav est aujourd'hui dominé par des organisations dites de gauche depuis le replâtrage des années 1970. La plus grande confusion règne dans cet assemblage : le mouvement « progressiste » Sav-Breizh peut offrir dans son journal une tribune libre à l'ex-Waffen SS Alan Heusaff et Christian Le Bihan, devenu un « martyr » de la cause bretonne depuis sa mort causée par la bombe qu'il posait pour le compte du FLB (classé à l'extrême gauche), provenait d'un groupe néo-nazi.

10. Réédition des textes racistes et antisémites de Yves Le Drenen publiés pendant l'Occupation dans *L'Heure bretonne* (voir *supra*) par les éditions Mouladurioù Hor Yezh, financée à 40 % par l'institut culturel de Bretagne, Pierre Denis dirigeant les premières et étant vice-président du second.



Le Bezen Perrot était une unité paramilitaire nationaliste bretonne intégrée en 1943 dans le *Sicherheitsdienst*, un service de sécurité allemand

les jours qui suivirent. Le quotidien des miliciens du Bezen Perrot, leurs motivations, leurs parcours et, pour finir, leur implication dans les atrocités sont passés au crible. La même recherche, aussi fouillée, est menée sur les maquisards : comment se forment les maquis, comment les jeunes combattants se nourrissent, s'abritent, s'équipent, se déplacent. Les premiers historiens qui s'étaient penchés sur la période de l'Occupation en Bretagne provenaient de la mouvance nationaliste. Ils ont effacé la collaboration, mythifié la Résistance et, alors que miliciens et maquisards se combattaient sans pitié, ils ont osé inventer un « combat breton » qui leur aurait été commun, manière d'enjoliver l'indispensable « roman national breton ¹² ». À l'échelle du territoire qu'elle étudie, Françoise Morvan s'emploie à restituer les facettes de la collaboration, mais aussi de la Résistance, où se côtoient héroïsme juvénile et banditisme. Elle n'occulte ni les truands agissant sous

couvert des maquis ni les exactions qui justifiaient les actions des gendarmes pour « protéger les honnêtes gens », ni les rivalités entre communistes et gaullistes, non plus que les actions irresponsables mettant en danger les populations. Aujourd'hui, néanmoins, alors que sont parfaitement identifiés les miliciens et maquisards en présence le 11 juillet 1944 autour de Saint-Nicolas-du-Pélem, les historiens nationalistes persistent à nier les faits.

Alerte

S'il avait suscité l'ire des héritiers de Roparz Hemon, *Le monde comme si* avait eu un retentissement national. *Miliciens contre maquisards* fut ré-édité deux fois en trois mois mais son sujet, très local, cantonna le débat à la Bretagne. Quand il put avoir lieu. Le petit monde du nationalisme breton usa de toute son influence et se mobilisa pour que l'autrice ne pût rencontrer les lecteurs ¹³. Elle

11. Le nationalisme breton est profondément marqué par le catholicisme.

12. Autre exemple de falsification de l'histoire, les nationalistes et le mémorial de Sainte-Anne-d'Auray affirment que 240 000 mobilisés bretons sont morts pendant la Première Guerre mondiale, contre 138 000 selon les études les plus poussées. Ce dernier chiffre correspond néanmoins à 8 % d'hommes tués (22 % des mobilisés), pour une moyenne nationale de 6,6 % (16,5 %). D'où vient le différentiel ? Il est admis en Bretagne qu'il résulte d'une volonté délibérée de sacrifier les Bretons. Les explications sont autres et communes à d'autres régions (Vendée, Massif central, etc.). 1) La jeunesse de la population bretonne et donc une proportion plus importante de mobilisés, de surcroît versés dans les unités combattantes. 2) L'origine paysanne de la plupart des Bretons qui les faisait affecter à l'infanterie (les ouvriers l'étaient plutôt dans les armes mécanisées : génie, artillerie, train, etc.), laquelle connaissait un taux de pertes bien supérieur aux autres armes (22,9 %, contre respectivement 6,4 %, 6 % et 3,5 %).

13. Un comité de soutien s'est créé contre la censure dont est victime Françoise Morvan : <https://le-grib.com/>

●●● disparut des salons du livre, de la presse et des médias régionaux. Chaque tentative d'organiser une conférence publique se heurta à des menaces. Elle reçut et continue de recevoir une pluie de menaces et d'injures, dont certaines antisémites, son compagnon dans la vie et en écriture, André Markowicz, étant juif. Sa page *Wikipédia*¹⁴ subit des assauts répétés¹⁵.

Des critiques lui ont reproché de se focaliser sur une infime minorité de collaborateurs. Une infime minorité des Bretons, certes, mais pas des nationalistes : hégémonique dans la mouvance indépendantiste, le PNB comptait environ 3 000 adhérents avant la Libération, sa presse était influente, il avait sa propre milice, les *Bagadoù Stourm* qui saluaient à l'hitlérienne, et si les hommes du Bezen Perrot qui combattirent les maquisards sous l'uniforme SS ne furent jamais plus d'une centaine, on ne saurait comptabiliser les dénonciateurs et auxiliaires de tout poil. Quoi qu'il en soit, c'est une vérité historique

que le nationalisme breton, idéologiquement proche du nazisme, s'engagea dans la collaboration.

De leur acharnement à censurer le rappel des faits, Françoise Morvan déduit que les nationalistes bretons n'ont pas changé. Sauf qu'ils parlent à présent haut et fort au nom des Bretons. C'est ce sur quoi alertent ces deux essais au moment où le nationalisme fauteur de guerres se répand partout et où le conseil régional vient de demander l'autonomie de la Bretagne. ►

François Roux

Françoise Morvan, **Le monde comme si. Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne**, Actes Sud, 2005, 385 pages, 10,20 euros

Françoise Morvan, **Miliciens contre maquisards**, Éditions Ouest-France, 2013, 505 pages, 13,50 euros



Les maquis, très actifs et bien armés dans le Centre-Bretagne, en harcelant l'occupant et en répondant à l'appel d'insurrection générale, ont préparé le terrain aux chars américains qui, cherchant à atteindre Brest au plus vite, libèrent sur leur passage toutes les villes de l'axe central, telles Mûr-de-Bretagne ou Rostrenen.

13. Un comité de soutien s'est créé contre la censure dont est victime Françoise Morvan : <https://le-grib.com/14>. En cherchant dans *Wikipédia* les articles sur l'histoire du mouvement breton et ses chefs historiques, on peut se rendre compte du travail de réécriture réalisé par les nationalistes bretons sur l'encyclopédie en ligne.

15. Toutes ces péripéties sont consignées sur son blog : <https://francoisemorvan.com/>